



Assemblée des États Parties

Distr. : générale
6 septembre 2013

FRANÇAIS
Original : anglais

Douzième session

La Haye, 20-28 novembre 2013

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. Le 12 février 2013, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la douzième session de l'Assemblée, qui doit se tenir à La Haye, du 20 au 28 novembre 2013. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances a couru du 22 mai au 13 août 2013.

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :

- a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
- b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
- d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
- e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.

5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2014 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après :

- a) États d'Afrique, un siège ;
- b) États d'Europe orientale, un siège ;
- c) États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ;
- d) États d'Europe occidentale et autres États, trois sièges.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base

d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À la date d'expiration de la période de présentation des candidatures, le 13 août 2013, sept candidatures avaient été reçues.

10. Les sept candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (deux), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), et du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (trois).

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

[Originaux : anglais/français/espagnol]

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. Banyanka, David (Burundi).....	4
2. Fernández Opazo, Carolina María (Mexique).....	7
3. Finkelstein, Gilles (France).....	9
4. Lemmik, Juhani (Estonie).....	12
5. Saupe, Gerd (Allemagne).....	16
6. Traoré, Noumoutié Herbert (Burkina Faso).....	19
7. Warren, Helen Louise (Royaume-Uni).....	22

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Banyanka, David (Burundi)

[Original : français]

Note verbale

La Mission permanente de la République du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et, se référant à la Note Verbale n° ICC-ASP/12/S/009 du 13 février 2013, a l'honneur de lui transmettre le Curriculum Vitae de Monsieur David Banyanka, Inspecteur de l'Etat, candidat désigné par le Gouvernement du Burundi au Comité du Budget et des Finances à la Cour pénale internationale.

[...]

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom :	Banyanka
Prénom :	David
Sexe :	Masculin
Date de naissance :	30/12/1967
Lieu de naissance :	Gitaba
Commune :	Burambi
Nationalité :	Burundaise
Etat Civil :	Marié

Formation

2005 : Diplôme de l'IDI (Initiative de Développement de l'INTOSAI : Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques) en matière de Conception, d'Elaboration de Cours et de Formation.

2000 à 2001 : Université de Yaoundé II : Programme en Gestion de la Politique Economique (GPE) dans la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion: Diplôme de troisième cycle ; Diplôme d'Etudes Supérieures spécialisées DESS en Gestion et Politique Economique (Bac + 5).

1991 à 1993 : Université du Burundi : Faculté des Sciences Economiques et Administratives avec une obtention d'un Diplôme de Licence en Sciences Economiques (Bac +4) ; Option : Gestion.

1988 à 1991 : Université du Burundi : Faculté des Sciences Economiques et Administratives avec un Diplôme des Candidatures en Economie.

1987 à 1988 : Université du Burundi : Faculté des Sciences Agronomiques.

Expérience professionnelle

Juin 1996 à Sept. 2006 : Inspecteur des Finances. J'étais chargé du contrôle de l'exécution budgétaire dans les Administrations publiques, du contrôle dans le fonctionnement des administrations personnalisées, dans les projets de développement et partout où les intérêts de l'Etat sont en jeu. Je vérifiais la régularité, la légalité et la conformité des dépenses et recettes de ces Administrations publiques et parapubliques.

J'étais aussi chargé de la Formation à l'Inspection Générale des Finances.

- Septembre 2006 à ce jour : Inspecteur de l'Etat. Je suis chargé de la même question, seulement nous intégrons l'audit de performance.
- Juillet, oct. et nov. 2007 : Inspecteur Général de l'Etat intérimaire.
J'étais chargé de la coordination des travaux de 71 Inspecteurs de l'Etat que j'encadrais. Je devais superviser, encadrer les missions de vérification et lire tous les rapports de contrôle de gestion, de contrôle financier, de légalité et régularité dans les différents services publics contrôlés.
- Déc. 1994 à juin 1996 : Conseiller à la Direction Générale du Développement Urbain et de la Coordination des Equipements Immobiliers au Ministère des Travaux Publics.

Autres domaines de compétence

Expérience en formation académique :

- J'ai été enseignant à temps partiel à l'Université Lumière de Bujumbura de 2005 à 2008;
- Je suis enseignant à temps partiel à l'université Martin Luther King de 1998 à aujourd'hui ;
- De 1996 à 2008, j'étais enseignant à temps partiel à l'Université du Burundi (à l'Institut Supérieur de Commerce).
- De 2006 à 2008 j'étais enseignant à temps partiel à l'Université des Grands Lacs.

Audit interne et audit de Performance:

- Aux mois de Mai et Juin 2005, j'ai participé dans l'élaboration sur l'audit de performance qui a eu lieu au Bénin, Cotonou.
- Au mois d'Août, à la suite de cet Atelier de Cotonou, j'ai sorti un cours (personnel) sur l'évaluation du Système de contrôle interne.
- Aux mois de Janvier- Février 2006 : j'ai participé à SOUSSE en Tunisie, dans un atelier de validation d'un cours sur l'Audit de Performance.

- Avril 2006 : J'ai co-animé à Yaoundé au Cameroun un atelier sur l'Audit de performance pour un groupe de 30 participants venant de plus de 12 pays différents.
- Novembre 2008 : J'ai participé à Niamey, au NIGER à un atelier de validation d'un Cours sur les techniques de formation et d'élaboration de cours.
- Janvier à mars 2009 : J'ai co-animé à SOUSSE en Tunisie, un atelier de formation des formateurs des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques de l'Afrique francophone subsaharienne.
- 27 novembre à 8 décembre 2006 : J'ai co-animé à Lomé au Togo, un atelier sur l'Audit de performance de la gestion de la dette publique, conjointement organisé par le Pôle-Dette et le CREFIAF à l'intention des vérificateurs des pays de la communauté de l'Afrique Francophone de l'Ouest et du Centre.

Stages à l'étranger

- Mai - Juillet 2001 : J'ai effectué un Stage à l'Université de Liège en Belgique où j'ai beaucoup travaillé sur le contrôle de Gestion.
- 2004 : J'ai participé à Libreville au Gabon à un atelier sur l'évaluation des compétences des participants.

Publications

- Août 2001 : Présentation d'un travail pour l'obtention du DESS intitulé « Problématique de Contrôle de Gestion dans un Service Public ».
- Mars 1994 : Présentation du mémoire de fin d'études universitaires intitulés « La formation et les ressources humaines dans les pme de Bujumbura ».
- 1993 : Présentation d'un travail sur la mise à jour du système d'information de Gestion pour cinq entreprises publiques :
- La BCB ;
- L'INSS ;
- La Mutuelle de la Fonction Publique ;
- La Ferme de Randa ; et
- La Régie Militaire de Construction.
- * Mars, de 1997 à 2000 : Présentation du rapport de commissariat aux Comptes de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE).
- * De 2001 à 2008 : Présentation des rapports de commissariat aux comptes de l'Hôpital Militaire de Kamenge, du Bureau des Projets d'Education et du Fonds de développement Communal.
- * Août 2005 : Présentation d'un cours sur l'Evaluation du Système de contrôle interne à la suite de l'Atelier de Cotonou sur l'Audit de performance ; ce qui a sanctionné après la formation, le Diplôme de l'IDI (Initiative de Développement de l'INTOSAI).

Autres activités

- Je suis Commissaire aux Comptes du CREFIAF (Conseil Régional de Renforcement des Capacités des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques de l'Afrique Francophone Subsaharienne ayant son siège au Cameroun);
 - Je suis président du Groupe de Travail Technique du CREFIAF sur la Vérification de Performance ;
 - Je suis membre Fondateur de l'Université Martin Luther King de Bujumbura ;
 - De 2008 à ce jour, je suis membre du Comité du Budget et des Finances de la CPI.
-

2. Fernández Opazo, Carolina María (Mexique)

[Original : espagnol]

Note verbale

L'Ambassade du Mexique présente ses compliments à la Présidente de l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale, Mme Tiina Intelmann, et a l'honneur de se référer à la note ICC-ASP/12/S/009 PBA-0442 du 13 février 2013, relative aux résolutions et à la procédure de présentation des candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances (CBF) de l'Assemblée des États Parties, en vue des élections qui se tiendront du 20 au 28 novembre 2013 lors de la douzième Assemblée des États parties.

À cet égard, l'Ambassade du Mexique souhaite faire savoir que le Gouvernement des États-Unis du Mexique a décidé de présenter la candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo, dont le curriculum vitae est joint en annexe de la présente note.

Mme Fernández Opazo est fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères. Le poste qu'elle occupe actuellement en tant que Directrice des affaires financières au sein de la Direction générale de l'Organisation des Nations Unies illustre sa grande connaissance et son expertise des procédures et du fonctionnement de nombreuses organisations internationales dont le Mexique est membre.

Mme Fernández Opazo remplit les qualités requises au paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 (tel qu'amendé) portant création du CBF, dans la mesure où Mme Fernández Opazo est ressortissante d'un pays (Mexique) appartenant à une région qui pourrait être sous-représentée si aucun ressortissant de cette région n'était élu. Outre les caractéristiques de sa compétence indiquées dans le paragraphe précédent, Mme Fernández Opazo satisfait pleinement à l'obligation d'être un expert financier reconnu et réputé, dans la mesure où elle siège actuellement au sein du CBF, son mandat arrivant à son terme le 20 avril 2014.

Indication des qualifications

Mme Carolina María Fernández Opazo (Mexique) est née à Kingston (Jamaïque), en décembre 1972.

Elle est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Universidad de las Américas, à Puebla (Mexique).

Elle a également suivi des études d'administration à l'Universidad de las Américas, à Puebla, et d'économie à l'Universidad Católica Boliviana, à La Paz (Bolivie).

Expérience professionnelle

Mme Fernández Opazo a occupé divers postes au Ministère des affaires étrangères, tous dans le domaine multilatéral.

- Directrice des affaires financières, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, de novembre 2007 à ce jour.
- Directrice adjointe des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, d'octobre 2003 à octobre 2007.
- Chef de service à la Direction des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, de novembre 2000 à septembre 2003.
- Conseillère du Directeur général pour les affaires du système des Nations Unies, de janvier 2000 à octobre 2000.
- Analyste chargée des candidatures et des affaires politiques, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, d'avril 1999 à décembre 1999.

Principales activités

- Experte au sein du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (avril 2008 à ce jour).
- Secrétaire technique pour l'évaluation de la participation du Mexique aux organisations internationales (décembre 2006 à mai 2007).
- Négociatrice principale de la délégation mexicaine concernant le processus d'établissement du barème des quotes-parts à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2009 (mars à décembre 2006).
- Responsable de la mise en place du groupe spécialisé du Ministère des affaires étrangères du Mexique concernant le barème des quotes-parts aux organisations internationales (janvier 2006).
- Membre de la délégation mexicaine lors du processus de budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2006-2007, 60^{ème} session de l'Assemblée générale (décembre 2005).
- Membre de la délégation mexicaine lors du processus de négociation du budget des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, 59^{ème} session de l'Assemblée générale (mai 2005).
- Membre de la délégation mexicaine lors de la 59^{ème} session de l'Assemblée générale (octobre à décembre 2004).
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (octobre 2001 à décembre 2002).
- Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (décembre 2000 à octobre 2001).

Congrès à l'Universidad de las Américas, à Puebla

- Congrès national de la jeunesse sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance connexe. Organisatrice, juin 2001.
- Atelier régional sur la coopération judiciaire en matière pénale dans la lutte contre la drogue et la criminalité organisée. Organisatrice, juin 2000.
- Congrès national de la jeunesse sur l'Assemblée du Millénaire. Organisatrice, mai 2000.
- Réunion régionale de haut niveau sur le thème « Vers un système financier international plus stable et plus prévisible : les liens sociaux ». Organisatrice, septembre 1999.

Mme Fernández Opazo parle couramment l'espagnol et l'anglais et a des connaissances d'italien et de français.

Mme Fernández Opazo est mariée et a deux enfants.

3. Finkelstein, Gilles (France)

[Original : français]

Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties et, se référant à sa note ICC-ASP/12/S/009, a l'honneur de l'informer que le gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Gilles Finkelstein, actuellement Premier conseiller à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes, à sa réélection au poste de membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale, lors des élections qui se tiendront à La Haye, du 20 au 28 novembre 2013, à l'occasion de la douzième session de l'Assemblée des Etats parties.

Comme cette délégation l'avait indiqué à la Cour en 2007 et 2010, lors de la présentation de ce candidat pour un premier et un deuxième mandat, la candidature de M. Finkelstein a été retenue pour cette élection conformément au paragraphe A de la résolution relative à la procédure de présentation des candidatures aux élections des membres du Comité du budget et des finances.

Ainsi que l'indique son curriculum vitae, joint à cette note verbale, M. Gilles Finkelstein remplit les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances.

Nommé à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes en 1999, il a été par ailleurs inspecteur principal des douanes, Conseiller hors classe et rapporteur à la Commission nationale de déontologie de la fonction publique d'Etat, substitut du Procureur de la République aux Tribunaux de grande instance de Poitiers et de Tours, puis Premier conseiller à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes. M. Finkelstein possède donc pleinement les compétences et l'expérience requises par les résolutions de l'Assemblée des Etats parties dans le domaine des finances, de la comptabilité et de la gestion, ainsi que l'expérience du procès pénal.

Plus particulièrement, M. Finkelstein pourra pleinement faire valoir, lors d'un troisième mandat, l'expérience qu'il a acquise depuis cinq ans dans le cadre des travaux du Comité du budget et des finances de la Cour, notamment en qualité de Président de ce Comité depuis avril 2012.

[...]

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Né le 3 sept. 1958 à Paris (14^{ème})
Nationalité française, marié, deux enfants
Magistrat financier
Chevalier de la Légion d'Honneur

Activités professionnelles

Depuis avril 2012	Président du comité du budget et des finances
2 avril 2012	Premier conseiller, Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes en charge du secteur hospitalier

Décembre 2010	Réélection en qualité de membre du comité du budget et des finances - Cour pénale internationale, 2008/2010
3 décembre 2007	Election à l'Assemblée des Etats-parties au Traité de Rome. Membre du comité du budget et des finances - Cour pénale internationale, 2008/2010
1 ^{er} décembre 2005	<i>Réintégration</i> à ma demande à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes – Premier conseiller – Membre du groupe hospitalier cour des comptes/chambres régionales des comptes
1 ^{er} janvier 2003 au 30 novembre 2005	<i>Détachement judiciaire</i> : TGI de Tours (du 1 ^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003) - Substitut TGI de Poitiers (du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 nov. 2005) – substitut du procureur de la République (parquet route, parquet civil, parquet stup., parquet militaire, avocat général aux assises)
2002	Reclassement en qualité de Premier Conseiller
1 ^{er} janvier 2001	Conseiller hors classe Rapporteur à la commission nationale de déontologie – Fonction publique d'Etat.
1 ^{er} sept. 1999	Nomination à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes
2 sept. 1996 au 31 août 1999	Nomination en qualité de Conseiller de 1 ^{ère} classe – Chambre régionale des comptes du Nord – Pas de Calais
11 juillet 1996	Lauréat de la sélection au tour extérieur des conseillers de CRC – Premier des conseillers de 1 ^{ère} classe
1 ^{er} juillet 1995 au 31 août 1996	Chef de région d'enquête– Direction nat. Garantie et serv. Industriels – DGDDI – Poste à Rennes (19 départements)
1 ^{er} juillet 1993 au 30 juin 1995	Affectation comme chef divisionnaire au service Paris-Spécial – Missions de réorganisation des services sur les divisions de Laon (02), Strasbourg (67), Orly, Lorient (56) et Prades (66). Gestion des enquêtes
Février à juin 1993	Sélection à l'inspection principale des douanes – 5 ^{ème} de la sélection – stage de formation
Fin 1991 à février 1993	Chef du service des affaires juridiques – direction interrégionale des douanes de Nantes - Agent poursuivant des douanes -
1 ^{er} sept. 1988 à décembre 1991	Inspecteur des douanes – Centre de Cholet – audit des sociétés, questions agricoles, délocalisations industrielles
1 ^{er} sept. 1985 au 31 août 1988	Inspecteur des douanes – dir. rég. De Roissy – chargé d'un service de contrôle des opérations commerciales internationales
1 ^{er} sept. 1984 au 31 août 1985	Ecole nationale des douanes – 37 ^{ème} promotion
1982 et 1983	Avoué stagiaire à la Cour – Etude de Me GONTIER - Angers

Activités complémentaires d'enseignement

- Cours de droit pénal général – faculté de droit d'Angers (antenne Cholet) de 1990 à 1993 et cours de droit commercial (antenne Cholet même période LEA II)
- Conférences de droit pénal douanier à l'école des élèves avocats de Lille (1998 et 1999)
- Conférences de droit pénal douanier et de droit pénal financier au CRFP Avocats de Lille (1998 et 1999)
- Cours de droit des marchés publics et délégations de SP – IRA de Lille 1997/1999
- Conférences de contentieux pénal des marchés – Faculté de droit de Poitiers – Master II (2001 à 2009)
- Travaux dirigés de droit des contrats publics – Master 1 (2006/2007) – Faculté de droit de Poitiers

Articles et cours publiés

- Droit douanier et politique agricole commune *in* Rev. Dr. Rural 1991
- L'audit douanier *in* Colloque de l'IRA de Nantes / les 20 ans de l'IRA
- Cours de droit pénal général – photocopié Faculté de droit d'Angers
- Eléments de contentieux pénal des marchés et délégations. M2 Faculté de droit de Poitiers 2010
- La formation continue des agents de la fonction publique de l'Etat publication du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics 2008 (*travail collectif*)
- Marchés négociés et délit de favoritisme : les risques *in* Rev. Contrats publics janv. 2009
- Le délit de favoritisme : quel avenir ? *in* Rev. Contrats publics févr. 2009

Autres activités professionnelles

- Membre de la commission régionale d'inscription et de la chambre régionale de discipline des commissaires aux comptes du ressort de la cour d'appel de Poitiers
- Rapporteur au comité de pilotage de la FIJ relative aux écoles supérieures de commerce et de gestion
- Membre du groupe hospitalier à la Cour des comptes (2006/2009) FIJ organisation des soins
- Rapporteur au comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics 2006
- Rapporteur à la Commission de déontologie de la fonction publique d'Etat (2001 à fin 2005)
- Rapporteur à la commission des comptes de campagne (2001)
- Conseiller au Conseil des Prud'hommes de Cholet – collègue employeur – 1988 à 1992

Formation initiale

- Maîtrise de droit privé (carrières judiciaires) Poitiers et IEJ de Poitiers
- DEA de droit social – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- Ancien élève de l'école nationale des douanes 37^{ème} promotion.

4. Lemmik, Juhani (Estonie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République d'Estonie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/12/S/009 en date du 13 février 2013, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement estonien a décidé de présenter la candidature de M. Juhani Lemmik pour un nouveau mandat au Comité du budget et des finances (CBF) lors de l'élection qui doit avoir lieu à la douzième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir du 20 au 28 novembre 2013.

M. Lemmik est membre du Comité du budget et des finances depuis septembre 2006. Il a une solide expérience de la gestion des finances publiques, de la budgétisation publique, de l'administration publique et de l'audit. Il est actuellement Conseiller en gouvernance à l'Unité stratégique du Gouvernement de la République d'Estonie. Les postes qu'il a occupés précédemment ont été, entre autres, ceux de Vérificateur principal du Bureau d'audit de l'État, de Directeur adjoint du Département du budget de l'État du Ministère des finances d'Estonie, et de Directeur du Bureau de l'administration publique de la Chancellerie d'État de l'Estonie. Il officie également au sein du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE.

Selon M. Lemmik, la tâche principale du CBF pour les années à venir est d'évoluer et de moderniser ses méthodes de travail dans le contexte des restrictions budgétaires permanentes et de la charge de travail accrue de la Cour. Le Comité a pris les devants en renforçant les relations de travail avec le Groupe de travail de La Haye afin de mieux comprendre les aspirations et la situation financière des États Parties, mais aussi pour que ces derniers puissent utiliser de manière optimale les compétences techniques et politiques du CBF. De même, il sera nécessaire de conseiller la Cour dans la mise en place des stratégies fonctionnelles, qui finissent toujours par se manifester lors de la soumission du budget annuel, pour faire face à l'écart permanent entre ses besoins budgétaires et les difficultés financières. Les systèmes et instruments établis tels que les pratiques de gestion des ressources humaines, le Fonds en cas d'imprévu, le Fonds de roulement, etc., font l'objet d'un contrôle minutieux et de possibles modifications en temps utile pour qu'ils puissent continuer à remplir efficacement les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

Indication des qualifications

Éducation

Établissement, Dates de fréquentation, Diplôme(s) obtenu(s) :

Université d'Europe centrale, 1998-1999, Maîtrise en sciences politiques (spécialisation en économie politique).

Université de Tartu, 1993-1997, Licence en administration publique (spécialisation en économie publique).

Compétences linguistiques

Langue	lue	parlé	écrite
Estonien	Langue maternelle		
Anglais	1	1	1 ¹
Russe	2	2	3
Finnois	1	2	2
Français	4	5	5

Affiliation à des associations professionnelles

Membre fondateur de l'Association des étudiants estoniens de l'administration publique (depuis 1995).

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (depuis 2006).

Expérience professionnelle

Conseiller en administration publique, Unité de la stratégie, Bureau du gouvernement (Jan. 2011 -)

Le conseiller a pour principale responsabilité d'aider à réorganiser et à développer le système de planification à long terme du gouvernement. Il dirige également l'élaboration des Lignes directrices pour les ministères concernant l'analyse d'impact et le Code d'engagement public, tous deux promulgués par le Cabinet des ministres. Un volet de son travail consiste en outre à participer au renouvellement du système de planification stratégique du gouvernement, en concevant des instruments de politique administrative de financement dans la perspective financière de l'UE de 2014 +, et à assurer le suivi de l'examen par l'OCDE de la gouvernance publique en Estonie. Le conseiller conçoit des programmes de formation pour les décideurs politiques qui mettent en œuvre les Lignes directrices et le Code, il élabore et dirige les réseaux des personnes travaillant avec ces instruments, il instruit les ministères sur l'utilisation de ces Lignes directrices et il dispense une formation à court terme. Il est Directeur de programme pour un programme financé par le Fonds social européen, par lequel l'élaboration de politiques gouvernementales fondées sur des faits probants est soutenue par des études de politiques de financement et des analyses d'impact.

Expert clé en formation, employé par Human Dynamics (travaux effectués au sein du ministère croate des finances) en Croatie (juillet 2009 - novembre 2010)

Dans le cadre du projet « Amélioration des processus budgétaire », a conduit une évaluation des besoins de formation, a élaboré des programmes de formation et du matériel d'étude et a formé le personnel du ministère des finances et des ministères d'exécution. Co-auteur et éditeur du Guide des processus de planification et de budgétisation et auteur des Directives applicables au suivi et à l'établissement de rapports.

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (octobre 2006 - décembre 2008)

A géré le Département I de vérification, chargé de vérifier les comptes du ministère des finances, du ministère des affaires étrangères, de la Chancellerie d'État et de leurs organes ainsi que des institutions constitutionnelles (Présidence de la République, Chancellerie de la Justice, Chancellerie du Parlement, Cour suprême, Banque d'Estonie) ; vérification des états financiers et de l'exécution. Chargé de l'organisation de la vérification de l'ensemble des comptes de l'État et de la publication du rapport sur les tendances de l'UE, qui est un résumé analytique des résultats de tous les rapports de vérification, d'évaluation et de suivi concernant l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie, pour une période donnée (par exemple, perspectives financières 2004-2006).

¹ Échelle de compétence de 1 à 5 (1 : excellent, 5 : élémentaire).

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2006 – septembre 2006)
Vérificateur principal, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2005 – décembre 2005)

A conduit puis géré de petites équipes chargées de vérifier la gestion des ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense. Chargé de vérifier l'optimisation des ressources dans les dépenses publiques (critères d'efficacité et d'efficacités). Chargé de faire aux ministres intéressés des propositions de réforme pour améliorer la gestion (en termes de législation, organisation du gouvernement, stratégies, financement, etc.). Membre de l'équipe interne chargée de superviser l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie.

Département du budget de l'État, Directeur adjoint, ministère des finances (Estonie) (janvier 2002 – septembre 2004)

A élaboré le système de planification stratégique du gouvernement central et l'a relié à la budgétisation. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé le décret sur la planification stratégique. A élaboré un cadre de dépenses à moyen terme, une planification stratégique intégrée, les processus de budgétisation et d'établissement des rapports et a mis en place un cadre permettant de mesurer les performances de tous les ministères. A élaboré un manuel de planification stratégique en collaboration avec des experts internationaux.

A élaboré et mis en œuvre des programmes de formation sur les réformes, à l'intention de tous les ministères et bureaux concernés. A coordonné l'élaboration de normes du service public pour toutes les institutions gouvernementales. A conseillé les institutions gouvernementales (en conformité avec les directives méthodologiques élaborées par le ministère des finances) pour la rédaction des chartes de service, la refonte des processus de prestation de services, la réorganisation de l'interface-client et des canaux de prestation de services, l'introduction d'une administration électronique et les modalités d'intégration de l'approche axée sur le client dans la gestion stratégique de l'organisation par l'introduction de modèles de gestion, comme *Balanced Scorecard* et *Common Assessment Framework*.

A élaboré une politique de rémunération du secteur public et un système statistique permettant de comparer les traitements et salaires. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé une nouvelle convention des salaires applicable aux fonctionnaires de droit commun, pour la nouvelle loi sur la fonction publique. A représenté le ministère des finances dans les négociations salariales avec les syndicats.

Directeur de projet local du projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international.

Directeur par intérim, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'Etat (Estonie) (novembre - décembre 2001)

A dirigé les travaux du Bureau dans l'objectif principal de préparer et de coordonner la mise en œuvre du programme gouvernemental de réforme de l'administration publique. A encadré les réformes en matière de budgétisation axée sur les résultats, la réforme des collectivités locales, l'analyse fonctionnelle des gouvernements locaux, la délégation de la fonction publique à des niveaux inférieurs de gouvernement, a élaboré des normes de service pour les grands services publics, des mécanismes de consultation des usagers, des normes de rendement destinées à améliorer l'efficacité de la prestation des services, a introduit les services à guichet unique et l'administration électronique.

Conseiller, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'Etat (Estonie) (novembre 1999 à octobre 2001)

A préparé le programme gouvernemental de réforme de l'administration publique et a coordonné sa mise en œuvre. A organisé des réunions bihebdomadaires entre le directeur du Bureau et le Premier ministre pour étudier des stratégies et des mesures de réforme. A assuré la communication avec les principaux partenaires (ministères des finances, de la justice et de l'intérieur) du programme de réforme et a supervisé les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. A apporté son soutien au comité gouvernemental sur la réforme de l'administration publique, composé des ministres clés, en examinant et en proposant des

décisions importantes au Cabinet. Membre du Groupe de travail interministériel qui a mis en place le portail citoyen (www.eesti.ee), page web qui inventorie les besoins et les préférences des citoyens, notamment en matière de services publics, enregistre les réclamations et les réactions des usagers et fournit aux citoyens des informations sur les services publics.

A coordonné le projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international et une aide bilatérale de la Finlande.

Directeur de programme, Institut de l'administration publique (Estonie) (octobre 1997 – août 1998)

A refondu et compilé du matériel de formation destiné à un programme global d'amélioration des compétences des hauts fonctionnaires. Les modules portaient sur le droit, l'économie, les politiques publiques, l'informatique dans l'administration publique et dans la gestion. A enseigné des modules sur la société de l'information et a fait partie du groupe de travail de l'Institut sur la planification stratégique.

Élaboration d'une nouvelle stratégie de service à la clientèle comprenant la mise en place de mécanismes de retour d'information au moyen d'enquêtes et d'indicateurs de performance pour toutes les unités, des sondages et l'analyse des besoins de formation des organisations clientes (organismes publics faisant appel aux services de formation de l'Institut).

Missions professionnelles

Depuis l'automne 2006	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.
Avril - novembre 2007	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme budgétaire.
Octobre - décembre 2006	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme des biens immobiliers domaniaux.
2002-2004	Membre de la délégation gouvernementale (représentant le ministère des finances) chargée de négocier les traitements et les conditions de travail du secteur public avec les syndicats nationaux.
2001-2003	Membre du Conseil consultatif de l'Institut de l'administration publique (Estonie).

5. Saupe, Gerd (Allemagne)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/12/S/CBF/009 en date du 13 février 2013, a l'honneur de l'informer que l'Allemagne a décidé de proposer à nouveau la candidature de M. Gerd Saupe lors de l'élection de membres du Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu à la douzième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye du 20 au 28 novembre 2013.

Une copie de l'exposé des qualifications de M. Gerd Saupe, détaillant les activités professionnelles qu'il exerce ainsi que les fonctions qu'il a occupées, est jointe à cette note. Ledit document indique en quoi M. Gerd Saupe répond à l'exigence selon laquelle les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Pendant toute sa carrière, M. Saupe a acquis une vaste expérience de la gestion et du financement des organisations internationales, tant au niveau européen que dans le contexte de l'Organisation des Nations Unies. Il a suivi à divers titres les questions relatives à l'administration et à la gouvernance de ces institutions et les politiques relatives aux ressources humaines. Auparavant, il a notamment été Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

[...]

Indication des qualifications

Activités professionnelles

- Vaste expérience des affaires financières, monétaires et économiques internationales. Aptitudes démontrées à la négociation.
- Spécialisation particulière dans la gestion budgétaire et la planification des politiques des organisations internationales, notamment du système de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne.
- Membre des Conseils d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la BERD. Membre du Comité du budget et des finances de la CPI. Président de la Commission Financière de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Fonctions occupées

Depuis août 2006

Conseil en gestion et avocat (Rechtsanwalt)

Depuis avril 2008

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale à La Haye

Depuis 2012

Membre et Président de la Commission Financière de la Cour Permanente d'Arbitrage à La Haye

2003 – août 2006

Administrateur représentant l'Allemagne et membre du Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. En qualité de membre du Conseil, les Administrateurs :

- Dirigeaient les opérations de la Banque, élaboraient les politiques et approuvaient les projets ; adoptaient le budget et les plans stratégiques, suivaient les performances et la gestion des risques ; et supervisaient la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines ;
- Participaient aux visites des membres du Conseil aux fins de consultations avec les pays d'Europe centrale et du sud-est de l'Europe où opérait la BERD ; tenaient des réunions avec des ministres et les représentants d'organismes gouvernementaux, de dirigeants des milieux d'affaires et des représentants des milieux diplomatiques pour discuter de la façon dont la Banque pouvait au mieux appuyer les réformes économiques et promouvoir une croissance durable ; et
- Assuraient la liaison avec les milieux d'affaires ; tenaient des réunions avec des ONG pour passer en revue les politiques et projets de la Banque présentant pour elle un intérêt particulier.

2004 – août 2006

Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. Le Comité a pour mission :

- D'aider le Conseil à orienter les ressources budgétaires, les ressources humaines et les moyens administratifs de la Banque vers la réalisation des priorités convenues ; de passer en revue le projet de budget et les plans stratégiques à la lumière des considérations d'efficacité et de maîtrise des coûts ; de fixer les objectifs de performances et d'en suivre la réalisation ;
- De suivre la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines, en accordant une importance particulière au recrutement et à la fidélisation de personnel qualifié, au perfectionnement du personnel, à l'évaluation des performances et à l'égalité entre les sexes ; de passer en revue les politiques de rémunération et d'indemnité du personnel ; et d'examiner les questions liées à la santé, à la sûreté et à la sécurité des membres du personnel de la Banque ; et
- De superviser la mise en œuvre des politiques concernant la gouvernance et l'éthique ; d'examiner en détail le Code de conduite afin de l'aligner sur les pratiques internationales optimales ; de moderniser la procédure de recours afin de renforcer la protection des membres du personnel conformément aux normes internationales pertinentes.

1995 - 2003

Membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg. Les membres du Conseil étaient chargés :

- D'adopter les plans stratégiques annuels et à moyen terme, de fixer les objectifs en matière d'opérations et de résultats financiers, de superviser les résultats, d'examiner et d'approuver les projets et de superviser la mise en œuvre de la politique relative au suivi des performances et à la gestion des risques ;
- De rendre compte des résultats de la Banque aux commissions parlementaires nationales ; et
- De répondre aux demandes de renseignements d'entreprises et d'ONG.

1993 – 2003

Directeur général adjoint, Ministère des finances de l'Allemagne. Responsable :

- Des questions liées aux budgets et aux politiques de l'Union européenne (UE) : participation aux processus budgétaires annuels et à l'établissement des perspectives financières à moyen terme ; participation aux négociations au niveau de l'UE ; présentation de la position du Ministère des finances aux départements intéressés ; et présentation de la politique gouvernementale aux commissions parlementaires
- De la protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude et les irrégularités : coopération avec les services de la Commission européenne et des administrations nationales pour veiller à ce que des systèmes de contrôle efficaces soient mis en place, que les inspections requises soient menées et que les montant irrégulièrement payés soient recouverts sans tarder
- De la réglementation de l'UE concernant les aides de l'État et de la législation communautaire : participation à l'élaboration du cadre de contrôle des aides de l'État et au règlement de cas individuels
- Chef de l'équipe spéciale du Ministère des finances chargée des négociations commerciales multilatérales
- Des budgets de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système des Nations Unies : priorités, processus budgétaires annuels et stratégies à moyen terme
- De la gestion de la dette du gouvernement allemand : analyse des marchés financiers nationaux et internationaux, programmation des émissions d'obligations, mise au point d'instruments obligataires, gestion des liquidités

1984 – 1993

Chef de service, Ministère des finances. Notamment responsable des questions suivantes :

- Économie internationale, politique monétaire, marchés des capitaux ; et
- Sommets mondiaux sur l'économie, Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économiques.

1971 – 1984

Administrateur au Ministère de l'économie et au Ministère des finances : économie internationale, politique monétaire, marchés des capitaux, gestion de la dette du gouvernement.

1968 – 1971

Chargé de cours de droit communautaire à l'Université de Cologne

Éducation

1971 Doctorat en droit communautaire, Université de Cologne

1960 – 1967 Études de droit aux Universités de Bonn et de Cologne, formation juridique pratique et examens d'État

Langues : parle couramment l'anglais; très bonne maîtrise du français, allemand (langue maternelle)

Né le : 9 juin 1941

Marié, père de deux filles

6. Traoré, Noumoutié Herbert (Burkina Faso)

[Original : français]

Note verbale

L'Ambassade du Burkina Faso auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties de la Cour Pénale Internationale à La Haye, et a l'honneur de lui soumettre la candidature de Monsieur Noumoutié Herbert Traoré, Administrateur des Services Financiers, Premier Président de la Cour des Comptes du Burkina Faso, à l'un des six sièges de membres du Comité du Budget et des Finances de la Cour, dont l'élection est prévue lors de la douzième session de l'Assemblée des Etats Parties qui se tiendra à La Haye du 20 au 28 novembre 2013.

Titulaire d'un Master en Gestion axée sur les résultats de l'Université de Laval (Québec) et Diplômé de l'Ecole Nationale des Régies Financières du Burkina Faso (ENAREF), Monsieur Traoré cumule 29 ans de service dans l'administration des finances publiques. Il a consacré une bonne partie de sa carrière à l'audit et au contrôle des finances publiques, en ayant occupé les postes stratégiques de Directeur Général du Contrôle Financier et d'Inspecteur Général des Finances au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, et actuellement de Premier Président de la Cour des Comptes du Burkina Faso.

Au niveau international, il a assumé un mandat de membre du Comité d'audit de la CEDEAO de 2009 à 2011 et représente depuis septembre 2011 la Cour des Comptes auprès de plusieurs organisations interafricaines et internationales de contrôle des finances publiques.

[...]

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom:	Traoré
Prénoms :	Noumoutié
Surnom :	Herbert
Emploi :	Administrateur Finances Publiques
Date et lieu de naissance :	20/03/1959 à MAHON/ Province du KénéDougou
Nationalité :	Burkinabè
Etat civil :	Marié
Situation militaire :	Service National Populaire / Promotion 1984

Éducation

2009 – 2010	Masters en Gestion Axée sur les Résultats des programmes publics et en analyse et gestion des risques, Université Laval et IDEA International, Québec
1992 - 1995	Diplôme d'Administrateur, Finances Publiques, Ecole Nationale des Régies Financières (ENAREF)
1987 - 1989	Brevet option Economie et Finances, Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)
1982 - 1984	Attestation du CFPF option : Finances, Centre de Formation Professionnelle du Ministère des Finances (CFPF)
1979 - 1982	Baccalauréat (Série B: économie), Lycée Ouezzin Coulibaly – Bobo Dioulasso

Connaissances linguistiques

- Français (Très bien)
- Anglais (passable)

Ancienneté professionnelle : 29 ans de services

Principales activités

Administration des Finances publiques à travers :

- La coordination des tâches d'audit des finances publiques et actes administratifs ;
- Le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et de ses démembrements ;
- L'appui conseil aux gestionnaires, administrateurs et ordonnateurs des finances publiques ;
- L'examen des rapports d'audits de commissaires aux comptes ;
- Le jugement des comptes de gestion des comptables publics ;
- L'évaluation des programmes publics ;
- La sanction des fautes de gestion.

Connaissances informatiques

Utilisation du micro-ordinateur, du logiciel Windows 3.1, du tableur Excel, du traitement de textes Word, Access 97, Internet. Formation aux logiciels de gestion de projet WPROGID 4.0 et Microsoft Office Project 2003.

Cursus professionnel

Septembre 2011 à ce jour	Premier Président, Cour des comptes (Institution supérieure de contrôle des finances publiques), Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Administration de la Cour des comptes- Conseil Parlement et Gouvernement
2009 à 2011	Inspecteur Général des Finances, Inspection Générale des Finances, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Audit et inspection des structures gérant les finances publiques
2005 - 2009	Directeur Général du Contrôle Financier, Direction Générale du Contrôle Financier, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Contrôle à priori des dépenses publiques et actes administratifs
2003 - 2005	Contrôleur Interne, Programme Sectoriel des Transports/MITH, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Suivi application des procédures de gestion
2001 - 2003	Directeur de l'Administration et des Finances, Centre Hospitalier National Pédiatrique Charles de Gaulle, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Gestion des ressources financières et gestion administrative des patients
1999 – 2001	Agent, Direction Générale de la Coopération, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Suivi de l'exécution financière de projets et programmes
1997 – 1999	Directeur Administratif et Financier, Ministère des Ressources Animales, Ouagadougou <ul style="list-style-type: none">- Gestion des ressources humaines, financières et logistiques

- 1996 – 1997 Directeur Administratif et Financier, Inspection Générale d’Etat, Ouagadougou
 - Gestion des ressources financières, du personnel et de la logistique
- 1995 – 1996 Agent, Office National des Marchés Publics, Ouagadougou
 - Contrôle du respect des procédures de passation des marchés publics
- 1990 – 1992 Chef de service Provincial, Contrôle Financier Provincial du Poni, Gaoua
 - Contrôle à priori des dépenses, Conseiller
 - Financier provincial et communal
- 1984 – 1987 Agent, Direction du Contrôle Financier, Ouagadougou
 - Etude de dossiers. Suivi de l’exécution du Budget de l’Etat

Autres fonctions et représentations

* Membre du conseil d’administration de la Loterie Nationale Burkinabè : avril 2007 à 2009.

* Membre du Comité d’audit CEDEAO (ECOWAS) : 2009 à 2011.

* Représentant Cour des comptes à :

- INTOSAI (Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques) ;
- AFROSAI (Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques) ;
- AISCCUF (Association des Internationales Supérieures de Contrôle ayant en Commun l’Usage du Français) ;
- CREFIAF (Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d’Afrique Francophone subsaharienne) ; et
- AAHJF (Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones).

Publications et séminaires

* Mémoire de fin d’études à l’ENAREF : Gestion des ressources locales et décentralisation

- Formation sur « Les approches et outils modernes de gestion des risques dans le secteur public » en mars 2010.
- Participation au cours de formation sur « l’organisation et la gestion d’un service de l’audit interne » dispensé par l’Institut International de Management d’Abidjan (IMA) du 17 au 28 janvier 2004 à Lomé/Togo.
- Formation à « la gestion financière et des procédures de décaissement des projets financés par la Banque Mondiale », au Centre Africain d’Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) à Dakar/Sénégal du 06 au 17 septembre 2004.

7. Warren, Helen Louise (Royaume-Uni)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et a l'honneur de présenter la candidature de Madame Helen Warren à un poste du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties. Cette recommandation est conforme à la procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Rés.5, modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Rés.4).

Comme il a été demandé, un curriculum vitae présentant les détails des qualifications de Madame Warren et la preuve de son expérience pertinente est joint à la présente note.

Le Royaume-Uni recommande Madame Warren, car elle est un expert dont la renommée et l'expérience en matière financière sont reconnus au niveau international. En tant que haut fonctionnaire au Trésor public de Sa Majesté, Madame Warren a joué un rôle majeur dans la gestion des affaires financières du Trésor lors des Jeux Olympiques de Londres en 2012 et dans l'organisation logistique de la présidence du Royaume-Uni au forum international du Groupe des Sept.

[...]

Indication des qualifications

- | | |
|--------------------------|--|
| Octobre 2012 – présent | <p>Directeur de la Logistique de la présidence du G7, Trésor de Sa Majesté (ministère des Finances du Royaume-Uni)</p> <p>Responsable de projet pour tous les aspects logistiques de la présidence britannique du forum international du Groupe des Sept (G7) en 2013. Gestion du budget d'1 million de livres sterling, assurer l'imputabilité et l'application d'arrangements de gouvernance appropriés pour le Trésor de Sa Majesté et la Banque d'Angleterre, responsables du budget. Organisation et service de conférences téléphoniques au niveau ministériel et sous-ministériel. Planification et réalisation d'une réunion organisée par le Chancelier (ministre des Finances) et le gouverneur de la Banque d'Angleterre pour les ministres des Finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales et dirigeants de plusieurs institutions financières internationales.</p> |
| Juin 2010 – octobre 2012 | <p>Directeur des dépenses olympiques et sportives, Trésor de Sa Majesté (ministère des Finances du Royaume-Uni)</p> <p>Responsable interne du budget des Jeux Olympiques et Paralympiques de 9,3 milliards de livres sterling et d'environ 200 millions de livres sterling de dépenses publiques dans la politique sportive. Comprendre les ressources nécessaires dans le cadre du contexte actuel et conseiller des ministres de Sa Majesté sur tous les aspects des dépenses dans ces domaines et les conséquences des modifications de budget. Réaliser et suivre le contrôle des dépenses effectives, la gestion appropriée des risques ainsi que l'équilibre coûts/avantages et l'efficacité de l'utilisation des fonds pour le contribuable. Lancer un projet constructif, le cas échéant, pour atteindre collectivement les résultats recherchés.</p> |

Février 2009 – juin 2010	Conseiller économique, Équipe du fonds social, ministère britannique du Travail et des Retraites Responsable de divers éléments du Fonds social, notamment améliorer la fourniture de subventions aux soins communautaires, d'une valeur de 139 millions de livres sterling en 2010.
Juin 2008 – janvier 2009	Conseiller économique, Département de la stratégie pour les allocations à long terme, ministère britannique du Travail et des Retraites Secrétariat à la structure de gouvernance de la réforme du programme d'aide sociale de 2009. Ce rôle a notamment consisté en la gestion du Groupe des directeurs, la coprésidence du Groupe officiel de pilotage et l'affiliation au Bureau de gestion de projet.
Mars 2006 – juin 2008	Secrétaire privée du secrétaire d'État, ministère britannique du Travail et des Retraites Soutien au secrétaire d'État sur tous les sujets relatifs aux enfants, à la pauvreté et aux questions internationales.
Septembre 2005 – mars 2006	Conseiller économique, Direction du marché du travail de l'UE et international, ministère britannique du Travail et des Retraites Analyste de tous les aspects des marchés en dehors du Royaume-Uni. Gestion de la base de données sur l'état du marché du travail britannique comparé à d'autres pays. Représentant britannique du sous-groupe du Comité de l'UE sur l'emploi.
Juillet 2004 – septembre 2005	Conseiller économique, Directeur de l'analyse des retraites privées, ministère britannique du Travail et des Retraites Recherches analytiques, documents de politique et services de secrétariat au Groupe X-Gov sur les rentes.

Études & compétences

Octobre 1999 – juin 2003	Université de Bath, Royaume-Uni 2:1 (BSc Hons) Economie avec stage dans le secteur industriel
2009	Prince II – niveau Fondamental et Praticien
Décembre 2008	Assesseur des diplômés du Service économique du gouvernement britannique